

Félix Tshisekedi ce vendredi à Mbuji-Mayi, une ville où tout est à refaire

P. 3

ECONEWS

Directeur de Publication : Faustin Kuediasala N° 525 du vendredi 24 au dimanche 26 décembre 2021 Prix : 3.000 FC

Journal en ligne
et Tri-hebdomadaire
d'informations générales

Complexe Nzigi (ex-Muana Nteba),
Local n°50, Kinshasa/Gombe
Tél : +243 81 904 17 63/89 301 93 05
+ 243 903 185 670
E-mail : kuediasala@gmail.com
www.econewsrdc.com
L'info qui fait échos

2022 : pas de bois morts autour de Tshisekedi

P. 2

Recensement général de la population : l'UNFPA au secours du BCR par un important soutien logistique

La République Démocratique du Congo est déterminée, avec l'aide des partenaires au développement, à gagner, après le dernier recensement scientifique de 1984, le pari du Deuxième Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH2). Très engagée dans ce projet, le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) vient de voler au secours du Bureau central de recensement (BCR) par un important apport logistique, composé essentiellement d'un millier de matériels informatiques. P. 12



PARLONS-EN

Repentance collective !

ECONEWS

Que Jésus Christ, dont l'anniversaire de naissance va être commémoré ce samedi 25 décembre, naisse dans les cœurs des Congolais. Qu'il apporte la paix et la tranquillité dans nos familles respectives. Surtout du baume au cœur des dirigeants de la République Démocratique du Congo (RDC) pour un changement radical de mentalité et de comportement dans la gestion de la chose publique. Un vœu ardent du peuple d'en bas d'en bas !

(Lire page 2)

« Kidnapping » de la Céni, taxe RAM et insécurité dans l'Est : le CLC appelle à de « protestation d'envergure »

P. 4

Rallonge de la Banque mondiale au PADMPME : « les pourparlers sont en cours », rassure Eustache Muhanzi

P. 12

2022 : pas de bois morts autour de Tshisekedi

Pour le Chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, c'est déjà la course contre la montre. En réalité, il ne lui reste plus que deux ans pour récupérer le retard accumulé pendant les deux années d'une coalition difficile avec le FCC (Front commun pour le Congo), suivi d'une année de premiers pas de l'Union sacrée de la nation. Devant les deux chambres du Parlement, le Chef de l'Etat a reconnu l'urgence de changer de fusil pour convaincre son électorat. C'est dire

L'année 2022 doit marquer un tournant décisif pour le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. Il ne doit pas reprendre les mêmes et poursuivre son mandat. Il doit nettoyer ses écuries parce que, en réalité, le décollage attendu n'a pas eu lieu avec les «warriors» de l'équipe Sama Lukonde. Un avion qui traîne à atteindre sa vitesse de croisière, en étant en perpétuel décollage connaîtra un crash.

Il suffit d'ouvrir les yeux pour se rendre compte qu'il se pose réellement un problème de coordination et de pilotage de l'action gouvernementale, au-delà de tout, il se pose un problème dans la manière de conduire le pays. Qu'est-ce à dire? Le Président de la République est directement exposé parce que ceux qui ont la mission de matérialiser sa vision souffrent d'un criant déficit : ils ne sont pas à la hauteur de la tâche.

Les faits sont palpables, pire, ils s'accumulent des erreurs et fautes de gestion qui exposent directement le Président de la République. Il ne dispose pas de soupape. Du coup, pour de nombreux observateurs, le Président Tshisekedi a opéré un mauvais casting tant dans son cabinet que dans les technocraties qui soutiennent une action gouvernementale tournée vers le bien-être social de la population.

Certains analystes pensent que le Gouvernement va de coq à l'âne. Des décisions prises ne sont pas appliquées à tel point que souvent, le Congolais a la nette impression d'entendre les mêmes mots dans les orientations que donne le chef de l'Etat à chaque réunion du Conseil des ministres et les évaluations des décisions précédentes relèvent du domaine de l'approximation. Ça ne rassure aucun Congolais. Personne n'est dupe que les actions cosmétiques ne produiront pas des résultats réels, mais du bruit.

Gratuité de l'enseignement, couverture santé universelle, lutte contre la corruption, diplomatie, ... tout cela ne peut produire des effets que si la vision est matérialisée de manière coordonnée.

Sur le terrain, le constat est plutôt amer parce que tout se fait pour impressionner et non pour changer radicalement les choses. Le peuple attend mieux.

Ceux qui sont aux affaires pour la parade - ils sont nombreux autour du président Tshisekedi - passent pour des bois morts qui font beaucoup de bruits sans incidence sur la marche du pays. Le casting n'a pas été à la hauteur des urgences. Devant les deux chambres du Parlement, le Président de la République a fait mention de cette inadéquation. Selon lui, le moment est venu d'insuffler une nouvelle dynamique. Il y a cependant une énigme : par où commencer ?

CHANGER DE TRAJECTOIRE

A ce jour, Félix Tshisekedi a le contrôle de toutes les manettes du pouvoir. Aucun compartiment n'échappe à son contrôle. Il ne faut pas être énarque pour se rendre compte des faiblesses des «warriors» dans de nombreux compartiments de l'appareil étatique. Il n'y a pas que le Gouvernement. Dans le cabinet du Chef de l'Etat, l'impressionnisme est le plus grand attribut de ces conseillers «bling-bling», friands des discours creux d'une reproduction aveugle des théories mal assimilées.

N'ayant pas une vraie expérience de la gestion d'un Etat, obnubilés par d'immenses opportunités qui se présentent à eux, les hommes du Président ne sont pas faits pour la tâche. S'ils étaient habités par l'humilité, il est fort à parier qu'ils auraient beaucoup appris pour se relancer en 2022.

Cette année est la seule qui reste au Président de la République pour donner la preuve qu'il est capable d'offrir aux Congolais ce mieux-être tant recherché. Les saupoudrages dans le projet, dit de 100 jours ou «Tshilejelu» n'ont plus le droit d'être. Les shows habituels qui font remonter le caractère superficiel des actes posés en haut lieu doivent être bannis.

Pour ce faire, le Président Tshisekedi doit opérer un casting rigoureux. Ce travail est difficile certes, mais les tâtonnements constatés sont

que les deux prochaines années seront décisives. Le Président de la République n'aura pas d'excuses. Il est astreint à l'obligation des résultats. C'est le quitte ou double. Pour y arriver, le Président de la République devra s'entourer de gens ancrés véritablement dans sa vision. Les bois morts n'auront plus de place dans son entourage. A lui de faire le bon casting pour relever le défi dans les deux ans qui lui restent.

ECONEWS



Regard sur sa montre, Félix Tshisekedi sait que le temps ne joue plus en sa faveur. Il a juste deux ans pour se racheter.

de nature à pousser tout chef lucide à se séparer des bois morts sans état d'âme.

L'UDPS ABSENTE OU INAUDIBLE

Que valent encore les incantations et vociférations du secrétaire général de l'UDPS (Union pour la démocratie et le progrès social), Augustin Kabuya, lors des matinées politiques folkloriques et indignes d'un parti au pouvoir ? Pas même la valeur d'un franc congolais.

Le débat politique est très animé pendant cette période de grandes manœuvres. Pendant ce temps, le parti au pouvoir semble avoir du plomb dans les ailes. L'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) est tétanisée face à l'immensité de la tâche de diriger un pays-continent aux multiples défis qu'est la République Démocratique du Congo.

La période de grâce passée, le déboulonnage du système Kabila ayant réussi ou presque, avec la mise en place d'un Gouvernement totalement acquis au Chef de l'Etat, la population veut des résultats. Maintenant, l'UDPS détient tous les leviers du pouvoir entre les mains de ses dirigeants. A ce titre, aucune excuse ne lui sera tolérée.

Certes, à l'UDPS, on est d'avis que le Chef de l'Etat ne

sera pas le seul comptable de son bilan en 2023, on devra néanmoins reconnaître qu'il aura toute de même rendez-vous avec le peuple pour la reddition du mandat qui lui a été accordé en 2018.

Qui pis est, en face de lui, le Président de la République a de redoutables adversaires politiques qui s'organisent et ratissent large pur s'attirer la sympathie de l'électorat.

C'est dire que le temps ne joue plus en faveur de Félix Tshisekedi. 2002 est une année charnière - étant entendu que 2023 sera certainement emballée par la fièvre électorale. La nouvelle année qui commence est celle où Félix Tshisekedi doit envoyer des signaux qui rassurent. C'est l'année pendant laquelle il devra se réconcilier avec son peuple et donner un réel contenu à son quinquennat.

En 2022, il n'y a donc pas de honte à reconnaître ses faiblesses. Il n'y a aucune faute de se séparer des copains incapables parce que n'étant pas préparés à la tâche. Le Chef de l'Etat sait maintenant qui est qui et qui vaut quoi.

Le nouveau casting à tous les niveaux doit tenir compte de l'expertise avérée et de l'expérience éprouvée des prétendants. En 2022, le pays a besoin des résultats. Rien que des résultats.

PARLONS-EN

Repentance collective !

(Suite de la Une)

Que les gouvernants sachent se sacrifier pour l'intérêt général, à l'instar de ce même Christ qui est mort pour tous les hommes afin que ces derniers soient saucés du péché et aient la vie éternelle.

Que cette Noël 2021 soit le début d'un véritable partage équitable des richesses nationales, une occasion de formater la conscience nationale pour travailler pour l'intérêt de tous les Congolais. Il s'agit aussi pour le reste du peuple de faire preuve d'amour pour le prochain et d'apporter sa contribution aux bonnes œuvres communautaires comme continue à le faire Jésus Christ, ressuscité des morts et qui vit avec tous les hommes.

Cet anniversaire de naissance du Fils de Dieu offre au peuple congolais, en général, et aux autorités, à tous les niveaux, en particulier, l'opportunité de se repentir de tous les errements malsains et autres malheurs causés à autrui. Une occasion également de se pardonner les fautes commises.

Aux dirigeants congolais, donc, de se faire hara-kiri pour ne plus demeurer les bourreaux du peuple devenu un laissé-pour-compte, "affamable" à souhait et corvéable à merci. Alors que ce petit peuple fait partie des êtres humains comme vous. Lui priver du minimum vital constitue non seulement un crime contre l'Humanité puni par la justice des hommes, mais aussi un péché mortel comme le reconnaissent les chrétiens catholiques.

Il est pour cela temps pour les autorités congolaises d'implorer la miséricorde divine afin de se conduire en véritables hommes d'Etat appelés à servir et non à se servir.

A l'assaut du Grand Kasai

Félix Tshisekedi ce vendredi à Mbuji-Mayi, une ville où tout est à refaire

Après la Turquie et la Belgique, aussitôt rentré à Kinshasa, le Chef de l'Etat Félix Tshisekedi va à la conquête du Grand Kasai, son terroir. Première étape : Mbuji-Mayi, chef-lieu de la province du Kasai Oriental, qui l'avait élu député national aux législatives de 2011. Sur place, le Président de la République va trouver une ville à refaire où Mbuji-Mayi. « Tshilejelu », ce projet qui devait redonner à la ville une belle image peine à décoller. Dans le Grand Kasai, le Chef de l'Etat va certes communier avec sa base naturelle, mais il va aussi mesurer l'urgence qu'il y a à remettre de l'ordre dans divers projets et programmes annoncés en faveur de ce coin délaissé de la République Démocratique du Congo.

OLIVIER DIOSO

Le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, accompagné de la première dame, Denise Nyakeru, va à la conquête du Congo profond, précisément du Grand Kasai, son fief naturel. Il débute ce périple ce vendredi 24 décembre par la ville de Mbuji-Mayi au Kasai Oriental, sa province d'origine.

Pour la première fois, depuis qu'il est aux commandes de la République Démocratique du Congo, il va palper du doigt les réalités de cette ville avec le calvaire que vivent ses compatriotes et frères de cette partie du pays. Il ne manquera pas de présenter le bilan de ses trois ans à la tête du pays et, sans doute, dénoncer les divers croque-en-jambes qui retardent la mise en œuvre de nombreux

projets lancés en faveur de la province du Kasai Oriental, particulièrement le projet « Tshilejelu ». Sans oublier la relance de la Minière de Bakwanga (MIBA) qui attend beaucoup de son fils du terroir.

En effet, la tournée réussie de son désormais rival politique, Moïse Katumbi Chapwe, dans les provinces démembrées de l'ex-province Orientale, lui aurait sûrement donné l'idée de se jeter lui aussi dans la bataille pré-électorale. Et même si nul n'est prophète chez soi, Félix Tshisekedi s'est quand même résolu de prendre le taureau par les cornes en allant communier avec les Congolais du Grand Kasai.

Dans l'espace Kasai, tout est à refaire, à commencer par les infrastructures de base quasiment inexistantes, sans compter l'eau et l'électri-



La route Mbuji-Mayi-Kabeya Kamuanga n'existe plus que de nom

cité qui passent pour une denrée rare.

DU PAIN SUR LA PLANCHE

A Mbuji-Mayi, où il a été élu député national en 2011, ses électeurs se plaignent de la dégradation avancée de cette ville et dénoncent la non-réalisation du projet « Tshilejelu », dont le financement, dit-on, aurait pris une autre destination.

Sur les réseaux sociaux, à quelques heures de l'arrivée de Félix Tshisekedi, un habitant de Mbuji-Mayi a interpellé, à sa manière, le Chef de l'Etat : « Fatshi Béton, Président de la République, c'est ce mercredi 22 décembre, pratiquement la

veille de votre visite à Mbuji-Mayi, qu'ils ont tenté de se servir des limonites pour remblayer la route de la Cathédrale. Ils savent que c'est celle que vous avez l'habitude d'emprunter. Nous avons prié les ancêtres pour que la pluie tombe et confonde ces voleurs. Ils avaient déjà fait pareil lorsque la Première Dame a séjourné ici en remblayant nuitamment. Tshilejelu n'existe pas. L'argent a été détourné pour l'achat et la construction des parcelles privées. Il n'y a aucune route ici, c'est de la boue. Nous souffrons. Nous ne sommes pas contents et vous le faisons savoir. Nous pensons que vous venez avec des réponses con-

crètes à nos attentes, à nos souffrances ».

La situation est pratiquement pareille dans d'autres agglomérations dans lesquelles se rendra le couple présidentiel.

Trois ans après son accession à la magistrature, Félix Tshisekedi a donc décidé d'aller directement parler à ses frères du Kasai. Que leur dira-t-il ? Parviendra-t-il à les convaincre ?

C'est dire que Félix Tshisekedi aura du pain sur la planche pour dissuader le peuple du Grand Kasai à s'inscrire dans sa vision. Sa visite, la première depuis son élection, est celle de la reconquête du Grand Kasai, son fief naturel.

« Partager le bilan », le terrible aveu d'Augustin Kabuya, SG de l'UDPS

ECONEWS AVEC CONGOGUARDIAN.COM

La dernière sortie de Moïse Katumbi a comme mis en transe des bonzes de l'UDPS (Union pour la démocratie et le progrès social) quelque part à Kinshasa/Limete. On ne peut en dire autrement de cette sortie d'Augustin Kabuya, secrétaire général du parti présidentiel. Autant que ces autres communicants - parmi lesquels certains mangeaient, jusqu'à il y a peu, dans la main de l'ancien Gouv' du Haut-Katanga - qui s'escrime avec un discours du désespoir dans les réseaux sociaux.

Le chairman d'Ensemble pour la République aurait-il donc tapé dans le mille ? Celui que l'on donnait pour une poule mouillée, après qu'il avait promis de tirer toutes les conclusions sur le franchissement des lignes rouges qu'il avait tracées, celui-là même n'est pas allé par quatre che-



Augustin Kabuya, SG de l'UDPS, avait rendez-vous mercredi avec les combattants au QG de Limete (Kinshasa)

mins pour... tracer son chemin. Ni de l'Union sacrée de la nation, ni de l'opposition, Katumbi Chapwe a manifestement choisi de s'assumer et de quelle manière.

Son speech à Kisangani, dans son swahili katangais, aura ainsi été ressenti comme des crampons essayés sur le tibia d'un footballeur. Assuré-

ment ! Sinon, on ne saurait justifier autrement cette sortie des gongs du soldat Kabuya qu'on n'a plus entendu depuis quelques mois, surtout au plus fort du débat autour du RAM.

A Limete devant ses « combattants », Augustin Kabuya est apparu mercredi particulièrement agité, au point de franchir la ligne rouge de la

communication. « Nous sommes des co-gestionnaires de la chose publique. Nous savons que nous sommes en train de gérer le pays ensemble. Que personne ne vous trompe que c'est le bilan de l'UDPS seule (...) Que personne ne vous effraie », a-t-il tonné.

CO-GESTIONNAIRE AVEC QUI ET POUR QUEL BILAN ?

Très bonne question lorsqu'on sait qu'en politique, tout bon bilan ne se partage point. Et lorsqu'on décide ainsi de le partager, ce qu'il doit être quelque peu frelaté. Plutôt suffisamment frelaté pour ne revendiquer que six ministres dans une équipe gouvernementale qui en compte une bonne cinquantaine.

D'une part, on retrouve là l'UDPS dans son jeu favori de dénégation. Car par ces quelques mots, en fait, Kabuya n'a pas fait autre chose que de dire que la res-

ponsabilité de ce bilan n'est pas de son parti et ses élites seules. Avec ce bémol, cette fois-ci, selon lequel « si quelqu'un doit mourir en 2023, il ne le fera pas seul ».

Quand, plus loin, il soutient, tout de même, que l'UDPS aura un discours à tenir en 2023, il oublie de dire qu'en fait de discours, le parti présidentiel et tous ses thuriféraires y excellent depuis l'aube de l'alternance pendant qu'en échos, « Le peuple d'abord » ne renvoie que les gargouillis de son ventre vide, les plaintes de ces « combattants » désabusés sur les promesses d'emplois, la révolte des abonnés escroqués avec le RAM, etc.

Bref, en plus de son terrible aveu sur le bilan pour lequel il n'a pas mis de fard, Augustin Kabuya a fixé aux Congolais un rendez-vous sur le discours - encore le discours - là où le peuple demandera le résultat. Prenons donc rendez-vous, alors !

« Kidnapping » de la Céni, taxe RAM et insécurité dans l'Est : le CLC appelle à de « protestation d'envergure »

Revoici le Comité laïc de coordination (CLC), le même qui a déstabilisé le pouvoir de Joseph Kabila jusqu'à le contraindre à renoncer à un troisième mandat !

Si la Cénco (Conférence épiscopale nationale du Congo) a fumé, tout récemment, le calumet de la paix avec le pouvoir en place, se refusant à s'engager dans le débat politique, ce n'est pas le cas des laïcs catholiques qui sont déterminés à faire entendre leur voix face, disent-ils, « à la situation sociale de notre population qui ne fait que se détériorer en dépit de multiples promesses faites pour atténuer la vulnérabilité de plus démunis d'entre nous ». Au regard de la cacophonie qui a entouré le choix, puis la nomination de nouveaux animateurs de la Céni (Commission électorale nationale indépendante), « Il y a fort à craindre, note le CLC, que se répètent les mêmes erreurs du passé dans la volonté de confisquer

à notre peuple le droit à une Céni véritablement impartiale ». « Le CLC considère, par ailleurs, que la même logique d'opérer dans l'illégalité et de passer outre les revendications du peuple, qui a prévalu dans le forçage des animateurs de la CENI s'étend de la même manière aux prélèvements illégaux du RAM dont l'Assemblée nationale et le Sénat ont reconnu l'absence totale de fondement légal ». Pour toutes ces raisons, dans son communiqué du 22 décembre 2021, « le CLC demande au peuple congolais de rester mobilisé et de se tenir prêt à répondre à d'autres appels de protestation d'envergure en cas de persistance du kidnapping de la centrale électorale, de prélèvements RAM et de l'insécurité à l'Est du pays ». Voici le communiqué de CLC.

ECONEWS

« Peuple congolais reste debout, l'heure est grave ! « L'existence d'un véritable Etat de droit passe par le choix libre des dirigeants »

A cet effet, le peuple congolais a consenti de lourds sacrifices depuis l'indépendance du pays jusqu'à l'expérience récente de 2018. Le monde entier a vu le peuple congolais se mobiliser comme un seul homme au côté du CLC pour réclamer la tenue des élections libres, démocratiques, transparentes et apaisées.

Toutes les velléités de maintien ou d'instauration des mécanismes d'imposition des dirigeants issus de la fraude électorale rencontreront toujours une farouche résistance et ne prospéreront plus jamais.

C'est dans cette logique que le CLC a fait sien le dernier message des évêques, spécifiquement dans son diagnostic sur la crise que traverse notre pays sur les plans sécuritaire et social, ainsi que l'incertitude dans laquelle est plongée la nation depuis la désignation

par forçage des animateurs de la Céni dans l'absence totale de consensus entre tous les acteurs concernés.

Au regard de ce qui précède, le CLC s'est réuni en Assemblée générale extraordinaire le mercredi 15 décembre 2021. Il a procédé à une analyse sans complaisance de la situation de l'heure. De cet exercice, il ressort ce qui suit :

1. Le CLC relève que la situation sociale de notre population aggravée par la Covid-19, ne fait que se détériorer en dépit des multiples promesses faites pour atténuer la vulnérabilité de plus démunis d'entre nous, notamment le cas des fameux poissons namibiens qui auraient dû être disponibles en cette période des fêtes.

2. Il y a fort à craindre que se répètent les mêmes erreurs du passé dans la volonté de confisquer à notre peuple le droit à une Céni véritablement impartiale.

3. Le CLC considère, par ailleurs, que la même logique d'opérer dans l'illégalité et de passer outre les revendications du peuple, qui a prévalu dans le forçage des animateurs de la CENI s'étend de la même manière aux prélèvements illégaux du RAM dont l'Assemblée nationale et le Sénat ont reconnu l'absence totale de fondement légal.

Comment alors justifier et maintenir des prélèvements qui frappent sévèrement les bourses les plus modestes ?

Le CLC exige la cessation immédiate de prélèvement RAM et le remboursement des sommes perçues aux victimes ainsi que des enquêtes pour établir les chaînes de responsabilité de ce système de spoliation à ciel ouvert du peuple.

4. S'agissant de la situation sécuritaire à l'Est du pays, le CLC exprime sa solidarité vis-à-vis des frères et sœurs de cette

partie de la République.

Il demande aux autorités nationales de renforcer de manière substantielle les capacités opérationnelles de nos troupes au front et de s'assurer que leur prise en charge matérielle est effective pour leur permettre de mener à bien leur mission de garantir l'intégrité territoriale et la protection des populations civiles et de leurs biens.

5. Aujourd'hui et plus que jamais nos pères évêques (Cénco) et les responsables de l'Eglise du Christ au Congo (ECC), nous exhortent de prendre nos responsabilités, pour le bien de notre peuple. En effet, la lutte est longue pour l'avènement d'un état de droit : « Peuple congolais, l'heure de nous mettre debout et de marcher dans la lumière a sonné. Réveillons-nous de notre sommeil pour un engagement citoyen (cf. Rm 13,11).

Tenons fort et restons fidèles aux idéaux tracés par nos pères de l'indépendance, pour léguer ainsi aux générations à venir non plus un Congo de pleurs et de larmes, de divisions et de guerres, mais un pays prospère, un Congo de paix, de réconciliation, de fraternité. Il y va de la responsabilité de chacun ». (57^{ème} Assemblée plénière de la Cénco).

6. Le CLC demande au peuple congolais de rester mobilisé et de se tenir prêt à répondre à d'autres appels de protestation d'envergure en cas de persistance du kidnapping de la centrale électorale, de prélèvements RAM et de l'insécurité à l'Est du pays.

FAIT À KINSHASA, LE 22 DÉCEMBRE 2021

POUR LE COMITÉ LAÏC DE COORDINATION
PROF GERTRUDE KOMBE
PROF JUSTIN OKANA
JULIEN LUKENGU
FRANKLIN MBOKOLO

Céni : Didi Manara, Agée Matembo et Jean Ilongo, les trois ex-FCC cooptés par l'Assemblée nationale

HUGO TAMUSA

Mission accomplie pour Christophe Mboso N'Kodia Pwanga, président de l'Assemblée nationale. Il a réussi sa pêche miraculeuse en pourvoyant aux trois postes encore vacants à la Céni (Commission électorale nationale indépendante). C'est dans le camp des frondeurs du FCC (Front commun pour le Congo) que le président de la chambre basse du Parlement est allé pêcher les trois chainons manquants dans la composition du bureau et de l'Assemblée nationale.

Depuis jeudi, le bureau de la Céni affiche complet, avec l'entérinement à l'Assemblée nationale de Didi Manara comme 2^{ème} vice-président, Agée Matembo Toto au poste de questeur et Jean Ilongo comme membre de l'Assemblée plénière. Les trois nouveaux ont la particularité de provenir du FCC, après avoir soutenu la fronde par la création de la branche, dite progressiste de la fa-

mille politique de Joseph Kabila.

Pour leur entérinement, la commission paritaire présidée par le professeur André Mbata n'a pas trouvé de la résistance, l'assemblée plénière de la chambre basse du Parlement ayant décidé d'accélérer les choses pour ne pas donner un quelconque alibi à la Céni dans la poursuite du processus électoral. Ces trois personnalités ont donc été entérinées, séance tenante, par la plénière de l'Assemblée nationale présidée par Christophe Mboso.

Avec cette étape franchie à l'Assemblée nationale, les trois nouveaux membres de la Céni n'attendent plus que leur nomination par ordonnance présidentielle, avant de prêter serment devant la Cour constitutionnelle.

On se rappelle qu'en s'adressant, le 13 décembre 2021 devant les deux chambres du Parlement réunies en Congrès, le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, avait invité la classe politique à se surpasser en com-

plétant le plus vite que possibles les trois postes à pourvoir au sein de la Céni, censés revenir à l'opposition parlementaire.

« Afin de parachever la composition du Bureau de la CENI, j'invite instamment ceux des acteurs politiques qui traînent encore les pieds, à désigner rapidement leurs représentants respectifs au sein de

ce Bureau », avait déclaré le Chef de l'Etat, invitant, par la même occasion, le Gouvernement à « mobiliser et à disponibiliser les moyens financiers conséquents pour permettre à la CENI de respecter les délais d'organisation de ces élections, afin qu'elles se tiennent effectivement en 2023 ».

Pour ce faire, il avait in-

diqué qu'il était également important que « le Parlement procède diligemment au vote des lois encore en souffrance, pour un aboutissement heureux du prochain cycle électoral ».

Son appel a été finalement entendu. Plus de postes vacants à la Céni. Ce qui relance à grande vitesse le train électoral.

Composition de la Céni avant la nomination de ses trois nouveaux membres

Bureau

1. Président : **Kadima Kazadi Denis**
2. Premier vice-président : **Ilanga Lembow Bienvenu**
3. Deuxième vice-président : **Didi Manara**
4. Rapporteur : **Nseyia Mulela Patricia**
5. Rapporteur adjoint : **Muhindo Mulemberu Vahumawa Paul**
6. Questeur : **Agée Matembo Toto**
7. Questeur adjoint : **Birembano Balume Sylvie**

Membres

1. **Lupemba Mpanga Ndolo**
2. **Boko Matondo Fabien**
3. **Ditu Monizi Blaise**
4. **Bimwala Mampuya Roger**
5. **Ngalula Joséphine**
6. **Bisambu Mpangote Gérard**
7. **Omokoko Asamoto Adine D'or**
8. **Jean Ilongo Tokole**

Recensement général de la population : l'UNFPA au secours du BCR par un important soutien logistique

La République Démocratique du Congo est déterminée, avec l'aide des partenaires au développement, à gagner, après le dernier recensement scientifique de 1984, le pari du Deuxième Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH2). Très engagée dans ce projet, le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) vient de voler au secours du Bureau central de recensement (BCR) par un important apport logistique, composé essentiellement d'un millier de matériels informatiques.

FRANCIS M.

Après le dernier recensement général de la population de 1984, la République Démocratique du Congo a fixé le pari de réussir le deuxième recensement de son histoire. La volonté politique d'atteindre cet objectif est bien visible, tout comme l'accompagnement plus que jamais acquis des partenaires extérieurs.

C'est à ce titre que le ministre d'Etat, ministre du Plan, Christian Mwando Nsimba Kabulo, a réceptionné, le jeudi 23 décembre 2021, pour le compte du Bureau central de recensement (BCR), un lot important de matériels informatiques devant servir aux opérations du Deuxième Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH2). Il s'agit d'une énième contribution du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) au recensement général de la population et de l'habitat dont les travaux cartographiques sont prévus pour l'année prochaine.

Pour le représentant de l'UNFPA en RDC, Dr Eugène Kongnyuy, ces matériels informatiques, constitués de tablettes, d'ordinateurs portables et autres accessoires, devraient permettre au BCR de démarrer sereinement les travaux de la

cartographie censitaire, première activité phare du processus de ce recensement qui se veut numérique.

Exprimant sa gratitude envers l'UNFPA, le ministre d'Etat Christian Mwando a rappelé que le Gouvernement demeure déterminé à organiser le RGPH2, rappelant que la RDC compte d'abord sur ses propres efforts, avant de se tourner vers les partenaires extérieurs. Il en veut pour preuve le budget volontariste alloué aux opérations du recensement pour l'exercice 2022, soit une ligne de crédit de 250 milliards de Francs congolais.

Pour sa part le directeur général de l'Institut national de la statistique et superviseur du BCR, Serge Bokuma Onsi, a salué l'accompagnement continu de l'UNFPA, tout en lançant un appel en direction des autres partenaires à leur emboîter le pas pour aider la RDC à actualiser ses statistiques actuelles pour mieux planifier son développement.

RGPH EN RDC : LA LONGUE MARCHÉ

Le premier et le dernier RGPH que la RDC a organisé remonte à 1984. Au regard des recommandations des Nations Unies, chaque pays devait organiser son RGPH chaque dix ans, du moins pour les pays en développement. A cet effet, la RDC



Le Gouvernement reste fixer sur la réalisation du RGPH2

serait en préparation de son cinquième RGPH pour 2024, à raison du deuxième en 1994, du troisième en 2004 et du quatrième en 2014; il y a donc urgence !

Face au manque d'informations fiables et d'indicateurs nécessaires pour une planification efficace et cohérente des programmes et politiques de développement à moyen et long termes, la réalisation du deuxième Recensement Général de la Population et de l'Habitat revêt un caractère plus qu'imprévisible en RDC.

Selon les experts, le RGPH fournit à lui seul 98 des 232 indicateurs, soit 42%, pour le suivi des Objectifs de développement durable (ODD).

Enfin, les résultats du RGPH faciliteront l'accompagnement du processus de décentralisation et de développement des 26 provinces car c'est la seule opération statistique qui dispose de données au niveau le plus fin

dans un pays. Le succès du RGPH2 dans la province dotera cette dernière de données fiables et actuelles pour les besoins de son développement, données indispensables pour orienter les actions des décideurs et des partenaires au développement.

De l'avis du professeur Pierre Klissou, conseiller technique principal du recensement au bureau de UNFPA/RDC, interrogé dernièrement à ce sujet, plusieurs réalisations sont à mettre à l'actif du RGPH2. Le projet a beaucoup avancé sur le plan technique avec notamment la mise en place de la base légale du RGPH2, la création du Bureau central de recensement (BCR) au sein de l'Institut national de la statistique au ministère du Plan, l'élaboration des documents et outils de base, l'acquisition des équipements et matériels nécessaires, la réalisation du test de la cartographie, l'installation de l'architecture in-

formatique, le développement des applicatifs de collecte de données, etc.

Tout comme les textes juridiques nécessaires à l'organisation et au fonctionnement des organes de pilotage du RGPH2 sont disponibles et d'application, les documents méthodologiques et outils de collecte ainsi que la stratégie de communication sont déjà élaborés; les équipements et matériels nécessaires à la réalisation des travaux de la cartographie censitaire (véhicules, motos, vélos, tablettes, mégaphones, autres matériels informatiques) sont déjà acquis; les serveurs (principal et de sauvegarde) sont installés; le laboratoire dédié au traitement des données de la cartographie est déjà opérationnel; le recrutement du personnel temporaire impliqué dans la réalisation de la cartographie censitaire est effectif.

Grâce aux appuis techniques des partenaires techniques et financiers (Banque mondiale, Banque africaine de développement, UNFPA, etc.), plusieurs experts internationaux (cartographes, informaticiens) et un conseiller technique principal ont été recrutés pour accompagner le processus.

Les prochaines étapes vont concerner par la réalisation du test de la cartographie; la réalisation de la grande campagne de la cartographie censitaire; la réalisation du recensement pilote; l'acquisition des matériels de collecte pour la phase du dénombrement; la réalisation du dénombrement exhaustif; et enfin le traitement, l'analyse et la publication des résultats.

5C Energy, une nébuleuse qui encaisse 30% des revenus générés par la taxe RAM

ECONEWS AVEC SCOOPRDC.NET

Le malheur des Congolais, victimes du prélèvement forcé et parfois désordonné sur leurs crédits prépayés de téléphone en faveur du Registre des appareils mobiles (RAM), fait le bonheur d'une très petite poignée de personnes à la Présidence de la République.

Décriée même par l'Assemblée nationale et le Sénat, deux chambres représentant le peuple au Parlement, la taxe RAM fait peau dure. Le premier ministre et le président de la République évitent d'en parler, mais surtout de répondre directement à la demande de la population qui réclame sa suppres-

sion pure et simple.

Or, selon la clé de répartition de recettes générées mensuellement par RAM, l'autorité de régulation de poste et télécommunications du Congo (ARPC) a, en principe 65%, mais en prend 70% parce les opérateurs économiques ont renoncé aux 5% leur accordés et la firme sous-traitante 5C Energy qui donnerait son expertise pour la perception efficace de cette taxe, bénéficie, aux termes du contrat signé avec l'ARPTC sous la bénédiction du ministère de PT-NTIC, 30%. Ce qui fait qu'à ce jour, avec plus de 40 millions USD déjà récoltés du RAM, 5C Energy a déjà empoché indûment au moins 12

millions en une année. Nous disons bien indûment au moins 12 millions USD.

Indûment parce que renseignements recueillis par Scooprdc.net sur 5C Energy après la publication de son article intitulé « *Encore des révélations sur RAM : aucun opérateur n'a bénéficié d'une quelconque rétrocession de 5%* », font état de ce que cette société, qui ne s'est fait enregistrer en Suisse qu'au mois de décembre 2017, n'a pour activités que la gestion des affaires et fournit des conseils de gestion. Une autre information renseigne qu'elle opère dans les solutions de messagerie.

Aucun élément ne permet d'évaluer son expertise et son expérience en matière de

certification des téléphones.

Cette inquiétude, le media en ligne l'avait exprimée depuis longtemps parce qu'aucun Congolais ne sait combien 5C Energy a investi en matériels et quelle est l'échéance de l'amortissement de ces derniers, mais aussi la durée du contrat. Un flou sciemment entretenu pour saigner la République et dépouiller le peuple par cette petite poignée d'individus à la Présidence de la République.

En effet, si Christian Katende, numéro 1 de l'ARPTC, gère 70% générés par RAM qui ne passent pas par la Direction générale des recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations (DGRA) et échappe au contrôle de l'Ins-

pection générale des finances (IGF), Alexis Kayembe, conseiller spécial du président de la République dont on dit qu'il est géniteur de 5C Energy en RDC, lui, gère 30% revenant à cette firme nébuleuse. Ce dernier a son bureau dans les mêmes locaux qui abritent 5C Energy, au quatrième niveau de l'immeuble Tilapia, en face de Pullman Grand Hôtel Kinshasa. Lui-même serait logé à l'hôtel Memling aux frais du Trésor public.

Ironie du sort, car dans tout ça, beaucoup d'observateurs, y compris Scooprdc.net, se posent la question de savoir : où est « *le peuple d'abord* » dans cette combine à la Présidence de la République qui sent tout simplement l'arnaque ?

Bilan des résolutions de la conférence des Gouverneurs de décembre 2020 : ces trois gouverneurs qui rassurent

Alors que Kinshasa vient d'abriter l'édition 2021 de la Conférence des gouverneurs de province, «Sondage Les Points» s'est attardé, dans sa dernière livraison, sur ce qu'a été la mise en œuvre des résolutions issues de la Conférence de décembre 2020 dans différentes provinces. Après une rencontre avec chacune d'elles et un entretien par téléphone du 10 au 15 décembre 2021, sur un échantillon de 2.000 personnes représentatives de la population des provinces concernées, âgée de 18 ans et plus. «Les Points» vient de dévoiler ses conclusions. Dans les rangs des gouverneurs de province, trois d'entre eux, à savoir Jacques Kyabula du Haut-Katanga, Gentiny Ngobila de Kinshasa et Christophe Baseane Nangaa du Haut-Uélé, émergent du lot. «Sondage Les Points» les présentent comme les «meilleurs élèves» dans la mise en œuvre des résolutions issues de la conférence des gouverneurs de province de décembre 2020.

ECONEWS

Décembre 2020 - décembre 2021, une année s'est écoulée depuis la tenue de la dernière Conférence des gouverneurs de province. A l'aube d'un nouveau chapitre de cette grande messe de la territoriale, «Les Points» fait le point sur les recommandations de la Conférence de 2020, marquée notamment par une adhésion massive des patrons des exécutifs provinciaux à la vision du Chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi, incarnée par l'Union sacrée de la Nation. En 2020, le Chef de l'Etat avait promis d'évaluer trimestriellement l'action de chaque gouverneur sur cinq axes : l'économie, le social, les infrastructures, la politique et sécurité, l'énergie.

Saisissant la balle au bond, l'Institut de sondage «Les Points» a depuis mis en place un baromètre trimestriel pour mesurer l'action des exécutifs provinciaux.

Les enseignements du premier trimestre ont fait émerger dix gouverneurs de province. Au fil du temps, la liste s'est effritée notamment suite à un climat morose entre les Assemblées et les exécutifs provinciaux et le manque de rétrocession qui empêche toutes les provinces à se développer. La proclamation de l'état de siège en Ituri et au Nord-Kivu n'a pas du tout aidé aussi ces provinces à aller de l'avant. Au finish, seuls 4 gouverneurs continuent de maintenir la dragée haute.

Le gouverneur Jacques Kyabula Katwe du Haut-Katanga rafle le graal avec une moyenne annuelle de 75,2%. Dès le premier trimestre, «Wa Ndani» réalise un départ canon avec 72%. Sur le plan social, il récolte 72% suite notamment au lancement de la campagne agricole visant l'autosuffisance alimentaire de sa population. Cela passe notamment par la production du maïs, aliment de base des Haut-Katangais.

Décidé à atteindre ses objectifs, l'homme a récidivé en distribuant des intrants aux cultivateurs.

Sur le plan des infrastructures, Lubumbashi a été transformée en un grand chantier. Les grandes artères de la ville ont subi une cure de jouvence au point de satisfaire 63% de la population, pour une moyenne annuelle de 83,75%.

Sur le plan énergie, les effets Kyabula sont très palpables, la ville cuprifère est devenue une ville-lumière pour le grand plaisir de 62% de la population. Sur le plan économique, il s'est constaté une vraie stabilité des prix des denrées de première nécessité sur le marché - Bitoyo, Ndakala,...

Sur le plan politique, le Haut-Katanga dégage un véritable climat de paix. L'exécutif, l'Assemblée provinciale, la Société civile et même l'Opposition non institutionnelle, tous regardent dans la même direction et ne jurent que sur la stabilité et le développement de la province. La population juge la gestion Kyabula dans ce domaine positif à 74,25%.

Globalement, Jacques Kyabula engrange une moyenne 75,2% et apparaît comme le meilleur élève des résolutions de la Conférence des gouverneurs de province tenue en décembre 2020.

A la deuxième position arrive Gentiny Ngobila. A la tête de la capitale et siège des institutions tant nationales qu'internationales, Ngobila n'a pas une tâche facile avec la concentration de toutes les tendances et autorités politico-administratives dans sa juridiction. Chacun de ses actes est passé au peigne fin face à des administrés réputés très exigeants. Son démarrage a été plutôt poussif avec seulement 32% au premier trimestre. Il s'est ressaisi dès le 2^{ème} trimestre pour atteindre 52%, grâce notamment au lancement de plusieurs chantiers de construction et

réhabilitation des routes secondaires en vue de désenclaver les communes de la ville : Elengesa, Assosa, Saio, Kikwit, etc. Au 3^{ème} trimestre, le gouv' Ngobila attaque l'éclairage public, une opération toujours en cours.

Au 4^{ème} trimestre, innovation made by Ngobila qui offre à la ville sa plus belle robe pour les festivités de fin d'année à la grande satisfaction de sa popula-

tion, très endline au concept «Kin by night». Sur le plan politique et sécurité, les Kinois ont particulièrement apprécié l'encadrement exemplaire des dernières marches de l'Opposition et de la Société civile. L'entente parfaite entre l'Assemblée provinciale et l'exécutif provincial n'est pas non plus passée inaperçue dans l'opinion qui scelle ce domaine d'un 87,5%. De manière globale, Gentiny Ngobila est crédité de 58,4%.

Christophe Basae Nangaa s'est également illustré dans le trio. Dès le premier trimestre, le gouv' du Haut-Uélé a récolté 56%. Il a notamment réalisé un bon score dans les infrastructures : 55,7%.

Autres secteurs à succès pour le gouv' Nangaa : la stabilité politico-sécuritaire avec 43,25% et le social 38,5%. Il affiche une note globale de 50,7%.

SONDAGE LES POINTS



Jacques Kyabula, gouverneur du Haut-Katanga



Gentiny Ngobila, gouverneur de Kinshasa



Christophe Baseane Nangaa, gouverneur du Haut-Uélé

Kongo Central : encore un détournement de 150.000 dollars américains mis à charge d'Atou Matubuana

L'ex-gouverneur de la province du Kongo Central, Atou Matubuana, est finalement dans le collimateur de la justice. Sortira-t-il indemne des faits de détournement de deniers publics qu'on lui reproche ? Cela dépendra de la manière dont il se justifiera sur les accusations portées à son endroit. Car, il y a, d'une part, 5,6 millions de dollars US dénoncés au parquet général près la Cour de cassation après un audit diligenté par l'Inspection générale des Finances. D'autre part, la mauvaise affectation du montant de 150.000 dollars US destiné à la lutte contre la pandémie de COVID-19. Ce rapport émane de l'équipe de vérification de la Cour des Comptes dépêchée dans la province du Kongo Central.

VÉRON KONGO

Attendu lundi 20 décembre 2021, Atou Matubuana, gouverneur déchu de la province du Kongo Central, n'a apparemment pas répondu à l'appel de la justice.

Des informations en notre possession, il ressort que l'intéressé, à travers une correspondance adressée au procureur général près la Cour de cassation et signée par l'un de ses avocats-conseils, Me Makamba, il récuse le magistrat instructeur de son dossier pour avoir été humilié en public par les agents de la police exécutant le mandat d'arrêt décerné par lui.

« Notre client a été appréhendé comme un vulgaire chien, menotté, traîné pieds nus sur la voie publique à plus de 700 mètres de sa résidence », déplore le conseil d'Atou.

Pour Me Makamba, ces

actes ont violé les articles 16, alinéa 4 et 18, alinéa 5 de la Constitution. La première disposition stipule que « nul ne peut être soumis à un traitement cruel, inhumain et dégradant ». La seconde exige que « tout détenu doit bénéficier d'un traitement qui préserve sa vie, sa santé physique et mentale ainsi que sa dignité »

LA COUR DES COMPTES ACCUSE

Pendant qu'Atou Matubuana s'attend au changement de magistrat instructeur concernant l'infraction mise à sa charge au niveau de la Cour de cassation, l'épée de Damoclès se trouve suspendue sur sa tête.

En effet, selon le rapport de la Cour des Comptes consulté par *Tsieleka.com*, le gouverneur déchu de la province du Kongo Central est sommé par cette institution de contrôler de reverser à l'Etat



150.000 dollars américains, somme obtenue dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID-19.

Selon ce rapport, Jean Willy Mafwala N'Sila, code 0622, alors comptable principal de la province du Kongo Central, avait encaissé en 2020 un montant en CDF 300.000.000, soit 150.000 dollars américains.

Mais, l'utilisation n'a été nullement retracée dans le livre de caisse. Et pourtant, le comptable avait bel et bien remis l'argent à M. Baka, chargé de la logistique au sein du comité provincial de fonds destiné à la lutte contre la COVID-19. Ce dernier, à son tour, le remettra au gouverneur à titre de remboursement d'un préfinancement

des activités de riposte contre la pandémie.

L'équipe de vérification de la Cour des Comptes n'ayant obtenu aucune évidence sur ces différentes tractations estime que le prétendu remboursement ne se justifie pas et exige, de ce fait, le reversement de cette somme au compte général du trésor public.

Université de Kinshasa : les professeurs membres de l'APUKIN menacent d'aller en grève

VÉRON K.

La non-tenu des promesses du chef de l'Etat, la précarité des conditions de vie, de travail et l'inaction du gouvernement dans l'exécution de ses engagements conformément aux revendications des professeurs qui datent de plusieurs années. Tels sont les arguments avancés par l'Apukin (Association des professeurs de l'Université de Kinshasa) dans son communiqué annonçant la grève qu'elle projette dans les tout prochains jours.

Cette association constate que toutes les promesses faites par le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshi-lombo, lors de deux rencontres qu'elle a eues avec lui sont, à ce jour, restées lettres mortes. Et pourtant, ces promesses fermes sur son appui et son accompagnement



figurent dans le plan d'action du gouvernement.

Le communiqué souligne que la matérialisation de

ces promesses semble être bloquée malgré le soutien du chef de l'Etat, l'appui du premier ministre Sama Lukonde

et la volonté du ministre de l'Enseignement Supérieur et Universitaire.

Evoquant le problème re-

latif à la précarité des conditions de vie et de travail, l'APUKIN souligne que, depuis 2017, la situation des professeurs s'est rapidement dégradée entraînant une perte énorme de leur pouvoir d'achat suite à la dépréciation de la monnaie nationale, le franc congolais. Cette dégradation a été aggravée par l'absence de soins de santé et d'assurance-vie.

En effet, un professeur malade prend en charge tous les frais médicaux et les frais funéraires sont supportés par sa famille en cas de décès.

Quant à l'inaction du gouvernement dans l'exécution de ses engagements, l'Apukin s'interroge sur ce qui constitue le blocage aux promesses faites par le chef de l'Etat lors de ses deux rencontres avec les professeurs.

Enfin, l'Apukin dénonce le non-respect des accords de partenariat avec le comité de gestion de l'UNIKIN.

Sud-Kivu : pas de survivants après le crash d'un petit avion à Shabunda

Cinq personnes sont mortes, dont un Belge, dans le crash d'un petit avion dans l'Est de la République Démocratique du Congo, parti de la ville de Goma, chef-lieu de la province du Nord-Kivu, pour Shabunda, dans la province du Sud-Kivu. Le Gouvernement, via le ministère des Transports, Voies de communication et de Désenclavement, a promis une enquête pour élucider les conditions de cet accident.

ECONews avec AFP

Au moins quatre personnes, dont une de nationalité belge, ont été tuées jeudi dans le crash d'un petit avion à quelques minutes de son atterrissage à l'aérodrome d'une cité de l'Est de la République Démocratique du Congo, a-t-on appris de sources officielles.

« C'est un petit porteur de la compagnie Malu-aviation en provenance de Goma au Nord Kivu qui a connu un crash ce matin dans la forêt, à 5 ou 6 minutes de son atterrissage à l'aérodrome de Shabunda », a déclaré à l'AFP Théophile Kiluwe, gouverneur intérimaire du Sud-Kivu (est).

Il n'y a « pas de survivants. Il y avait quatre personnes à bord, dont deux passagers et deux membres d'équipage. En plus des personnes à bord, l'avion transportait aussi des marchandises », a ajouté M. Kiluwe.

L'administrateur du territoire de Shabunda, Kashombania bin Saleh, a de son côté indiqué qu'il y avait à bord « trois membres d'équipage dont le pilote de nationalité belge et deux passagers, un homme et une femme ». Tous ont été tués, a-t-il dit.

L'accident a eu lieu « dans la forêt Kalenga, à 15 km à vol d'oiseau de Shabunda-centre entre 9H00 et 9H30 (7H00 et 7H30



L'avion, présenté comme un cargo, a pris feu juste au moment de l'impact avec le sol

GMT)» jeudi, a indiqué à l'AFP, Me Joseph Mpeseni, président de la société civile du territoire de Shabunda.

Une source aéroportuaire de la région a indiqué à l'AFP que « depuis mercredi, aucun avion n'a décollé de

Bukavu », chef-lieu du Sud-Kivu, « à cause du mauvais temps enregistré dans cette zone ». Le petit avion qui s'est écrasé est un Short 360.

Dans l'Est enclavé de la RDC, fief de multiples groupes armés, ce type de pe-

tits avions est le principal moyen de transport des produits de première nécessité et des minerais.

La flotte aérienne congolaise figure toujours sur la liste noire de l'Union européenne.

RDC : le remaniement dans l'armée se fait attendre

Le Président Félix Tshisekedi avait promis de ramener la paix dans l'Est du pays et de nettoyer l'armée congolaise gangrenée par la corruption et les violations des droits de l'homme. Mais à l'approche des élections de 2023, le statu quo semble de mise.

La liste des nouvelles nominations des officiers supérieurs et des généraux de l'armée congolaise a été déposée à plusieurs reprises sur le bureau de Félix Tshisekedi. Mais à chaque fois, le Président a reporté la signature de l'ordonnance. Le délicat jeu de chaise musicale pour réorganiser l'armée congolaise s'avère plus difficile que prévu.

En juin dernier, le Chef de l'Etat avait tapé du poing sur la table lors d'une visite à Bunia, une région de l'Est du Congo où les groupes armés sont toujours très actifs. Félix Tshisekedi avait découvert que sur les 21.000 soldats annoncés pour lutter contre les rebelles ADF, les effectifs réels n'excédaient pas les 9.000 hommes. Il avait alors dénoncé « les magouilles et la mafia » qui minaient les Forces armées de République Démocratique du Congo (FARDC).

UN PREMIER REMANIEMENT TRÈS TIMIDE

En juillet, une dizaine de militaires ont été interpellés pour le détournement des fonds destinés aux soldats déployés à l'Est. Mais depuis, aucun



Le Président Tshisekedi pose avec les officiers généraux des Forces armées de la RDC et le commissaire général de la PNC

général n'a été inquiété. Certains sont régulièrement accusés de connivence avec les groupes armés, de trafics de minerais et de violation des droits de l'homme.

L'instauration de l'état de siège en mai dernier en Ituri et au Nord-Kivu, les deux provinces les plus touchées par les violences, pouvaient laisser penser qu'une profonde réorganisation de la chaîne de commandement était en vue, afin de couper les liens incestueux des militaires avec l'affairisme et les groupes armés. Mais là encore, le grand chambardement dans la chaîne de commandement des FARDC ne semble pas pour demain.

Sans relais au sein de

l'appareil sécuritaire à son arrivée à la présidence début 2019, Félix Tshisekedi a tenté de remanier par petites touches les FARDC, notamment en écartant John Numbi, soupçonné d'être impliqué dans l'assassinat de Floribert Chebeya. Mais les généraux Gabriel Amisi « Tango Four », Akili Mundos ou Fall Sikabwe, accusés de crimes de guerre et sous sanctions internationales, n'ont pas été inquiétés.

STATU QUO JUSQU'EN 2023

Le chef d'état-major des FARDC, Célestin Mbala, est clairement sur la sellette. Accusé d'avoir menti au président Tshisekedi sur les effectifs déployés à l'Est et

soupçonné « de faire du business », ce militaire en âge d'être en retraite, n'a pas la confiance du chef de l'Etat. Mais le remplacer s'avère délicat. Les deux plus hauts gradés pour lui succéder sont Jean-Claude Yav et Gabriel Amisi. Le premier est jugé trop proche de Joseph Kabila et le second, même s'il a déclaré sa loyauté envers Tshisekedi, est sous sanctions internationales et dans le viseur des Etats-Unis.

Célestin Mbala pourrait donc être confirmé à son poste, « au moins jusqu'en 2023 » nous confie une source sécuritaire. « Mbala est le moindre mal. Tshisekedi avait promis le poste à Jean-Claude Yav si Mbala était dé-

barqué, mais le Président n'a pas du tout confiance en lui ».

Le statu quo pourrait donc être de mise au sein des FARDC jusqu'à la prochaine présidentielle. « Félix Tshisekedi craint des remous dans l'armée avant les élections, analyse notre source. C'est un problème de timing. Le Président aurait dû réorganiser l'armée après sa rupture avec Joseph Kabila. Maintenant, c'est un peu tard ».

DU CHANGEMENT DANS LA POLICE CONGOLAISE?

Un remaniement est pourtant toujours évoqué au sein de la Maison militaire, où officie Franck Ntumba. Ce dernier se verrait bien prendre en main la police congolaise et remplacer ainsi son actuel patron Dieudonné Amuli.

« La sécurisation du processus électoral serait alors entre de bonnes mains pour 2023 », estime un fin connaisseur du dossier.

Félix Tshisekedi est donc tenté par ne rien toucher dans la sphère sécuritaire à l'approche des élections. Et surtout au sein de l'armée congolaise, où les généraux écartés de la chaîne de commandement pourraient devenir des menaces pour Kinshasa. Le grand bouleversement dans l'armée congolaise attendra donc encore un peu.

CHRISTOPHE RIGAUD
(AFRIKARABIA)

La BAD publie une étude de marché sur les besoins en matière d'adaptation en Afrique

La Banque africaine de développement (BAD), en partenariat avec le prestataire de services professionnels Ernst & Young et Perspectives Climate Group, a publié une étude sur la demande d'avantages d'adaptation certifiés comme mode de financement des projets d'adaptation du secteur privé en Afrique.

ECONEWS AVEC APO

Les Avantages d'adaptation certifiés sont générés par le Mécanisme des avantages de l'adaptation, un instrument financier innovant qui permet aux donateurs, consommateurs et autres entités qui en ont les moyens, de contribuer au financement de projets d'adaptation dans les pays africains.

Le rapport présente les résultats obtenus à partir de 68 réponses en ligne et de 15 entretiens en personne. Les participants ont estimé que le Mécanisme des avantages de l'adaptation était très pertinent pour l'agriculture et la foresterie, la gestion des ressources hydriques, l'accès à l'énergie, la biodiversité et les systèmes d'information climatiques, quelle que soit la taille des projets. Ils se sont dit intéressés pour les projets de l'ordre d'un million à cinquante millions de dollars.

Selon Kevin Kariuki, vice-président du Groupe de la Banque africaine de développement chargé de l'Électricité, de l'Énergie, du Climat et de la Croissance verte, «pour que le Mécanisme des avantages de l'adaptation réussisse et soit viable, il est essentiel d'avoir une vision globale de la demande pour

un tel outil. Ce mécanisme contribue à l'objectif d'adaptation de l'Accord de Paris, et permet de remplir des missions de responsabilité sociale des entreprises ou des mandats philanthropiques».

La Banque africaine de développement a lancé la phase pilote du Mécanisme des avantages de l'adaptation en 2019, afin de fournir une structure de travail aux parties de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques au moment du bilan mondial en 2023.

En rémunérant les développeurs de projets pour qu'ils fournissent des Avantages d'adaptation certifiés, les donateurs contribueront à répondre aux besoins des pays en développement tout en aidant à réduire les coûts des technologies et à stimuler de nouveaux investissements dans l'adaptation.

Le 5 novembre dernier, en marge de la COP26 à Glasgow, Ernst & Young a organisé une session au «pavillon des Nations de la forêt tropicale» au cours duquel des intervenants ont expliqué le Mécanisme des avantages de l'adaptation et présenté les résultats de l'étude de marché, y compris une synthèse des réponses obtenues au questionnaire en ligne ainsi que les principales conclusions.



Siège de la BAD à Abidjan (Côte d'Ivoire)

«Le Mécanisme des avantages de l'adaptation développé par la Banque africaine de développement va changer la donne en matière de mobilisation de capitaux publics et privés pour l'adaptation, car nous serons en mesure de montrer la valeur ajoutée, les résultats, les impacts et les co-bénéfices mesurables générés par cette nouvelle approche, a déclaré Patrice Lefeu, partenaire associé, Global Climate & Sustainability chez Ernst & Young. Cette valeur ajoutée devrait être monétisée pour augmenter le financement de l'adaptation, car le Mécanisme des avantages de l'adaptation réduira le risque lié aux projets d'adaptation et améliorera leur bancabilité. Ernst & Young est prêt à mettre en œuvre une telle méthodologie pour développer de nouveaux modèles de financement de l'adaptation».

Sergi Cuadrat, d'Allcot, un développeur de projets

d'adaptation travaillant en Afrique, a fait remarquer : «En tant que développeur de projets, le Mécanisme des avantages de l'adaptation contribuera à l'élaboration de solutions dont les pays du Sud ont besoin pour devenir plus résilients. Le suivi et la vérification des résultats et des impacts, qui s'inscrivent parfaitement dans les Objectifs de développement durable, contribueront à mobiliser le secteur financier».

Gareth Phillips, responsable de la Division du financement du climat et de l'environnement à la Banque africaine de développement, a expliqué que «le Mécanisme des avantages de l'adaptation est spécifiquement conçu pour aider à canaliser les investissements du secteur privé vers l'adaptation. Nous avons besoin que les pays développés, les consommateurs et ceux qui en ont les moyens contribuent à la prise

en charge des coûts de l'adaptation et de la résilience, et que les investissements soient économiquement, mais aussi financièrement viables. Nous payons pour l'atténuation de multiples façons, mais nous ne payons pas pour l'adaptation, et le continent africain a besoin de soutien pour l'adaptation».

Selon la plupart des participants, une définition explicite des indicateurs de mesure et leur vérification a posteriori renforcerait la crédibilité des Avantages de l'adaptation. Ils ont également estimé que les indicateurs de résultat et d'impact étaient les plus pertinents pour mesurer les Avantages de l'adaptation et préconisé des efforts de communication plus énergiques et mieux ciblés, qui expliqueraient les processus et l'impact spécifiques du Mécanisme des avantages de l'adaptation afin de renforcer l'adhésion des acteurs de l'adaptation.

L'engagement du Maroc en faveur du développement de l'Afrique réaffirmé devant l'UA à Addis-Abeba

ECONEWS AVEC MAP

L'engagement du Royaume en faveur du développement de l'Afrique et de la prospérité du citoyen africain a été réitéré, mercredi à Addis-Abeba, lors de la première réunion par visioconférence du sous-Comité des représentants permanents de l'Union Africaine, chargé des questions économiques et des Affaires commerciales, présidée par le Maroc.

La présidence marocaine de ce sous-Comité n'a pas été fortuite et intervient par conséquent sur la base de la vision du Royaume, qui favorise la voie de la solidarité, de la paix et de l'union et réaffirme l'engagement en faveur du développement du continent et de la prospérité

du citoyen africain, « tout en mettant à profit les moyens et le génie des peuples africains pour réaliser les aspirations de nos peuples », a affirmé l'Ambassadeur représentant permanent du Royaume du Maroc auprès de l'Union Africaine et de la CEA-ONU, Mohammed Arrouchi, qui présidait cette session.

La présidence marocaine compte, avec le concours de tous, insuffler une dynamique accélérée à ce sous-comité, devenu pour la première fois plénière, de sorte à ce qu'il soit en phase avec le nouveau contexte socio-économique, marqué par de multiples défis, mais également offrant plusieurs opportunités, a relevé M. Arrouchi.

«Notre sous-Comité

plénière est appelé à contribuer activement à la réalisation d'un certain nombre de projets d'aspects économique et commercial, en gardant à l'esprit les priorités exigeant une action rapide, à savoir la nécessité et l'urgence d'une reprise économique de notre Continent après une première récession économique depuis 25 ans, dans laquelle plonge notre Continent suite aux impacts socio-économiques de la pandémie de la Covid-19, l'aboutissement accéléré et réussi de la ZLECAF en tant que projet phare de l'Agenda 2063 et la préservation des intérêts vitaux de notre Continent dans le cadre des partenariats, sur la base du principe gagnant-gagnant », a soutenu le di-

plomate marocain.

Pour ce faire, M. Arrouchi a mis l'accent sur l'impératif d'une «implication effective de nous tous dans le cadre d'une synergie de coordination accrue pour contribuer aux objectifs escomptés, en étroite coordination avec le Département de développement économique, du commerce, de l'industrie et de l'exploitation minière, ainsi qu'avec le Secrétariat de la ZLECAF et tout autre organe pertinent ».

«Je tiens à informer cette auguste assemblée qu'un projet de calendrier d'activités sera soumis au sous-Comité pour examen dans les meilleurs délais, afin de nous permettre de répondre efficacement aux objectifs qui sont assignés à ce

Sous-Comité dans le cadre de son mandat », a annoncé le diplomate marocain.

M. Arrouchi a souligné que le secrétariat dont dispose le sous-Comité est devenu un Département stratégique de la Commission de l'UA, après la réforme de celle-ci. Ce département qui couvre désormais des thématiques et des stratégies continentales grandioses qu'il faut veiller à leur mise en œuvre réussie, a-t-il dit.

La première réunion du sous-Comité intervient en prélude de la 43^{ème} session du Comité des Représentants Permanents de l'UA préparatoire au sommet prévu en février 2022.

Le Maroc préside ce sous-Comité pour un mandat de deux ans (2021-2023).

Face à Omicron, Biden refuse de «paniquer», l'Europe serre la vis

L'Europe multiplie les restrictions et les avertissements, quand les États-Unis refusent de «paniquer» : un Joe Biden volontariste a assuré mardi que la première puissance mondiale était «prête» face à la déferlante du variant Omicron.

ECONEWS AVEC AFP

« Nous pouvons voir une autre tempête approcher », s'est alarmé de son côté le Dr Hans Kluge, directeur de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour l'Europe. « Omicron devient, ou est déjà devenu, dominant dans plusieurs pays y compris au Danemark, au Portugal et au Royaume-Uni, où les chiffres sont multipliés par deux tous les un jour et demi à trois jours, entraînant des taux inédits de transmission », a-t-il poursuivi.

Déjà dominant aux États-Unis, le nouveau variant se répand à une vitesse fulgurante à travers le monde, entraînant des records de contamination, comme en Espagne qui a enregistré 49 823 cas de Covid-19 en 24 heures.

« Je sais que vous êtes fatigués. (...) Je sais que vous en avez assez. Nous voulons tous que ce soit fini, mais nous sommes encore en plein dedans. Et nous sommes à un moment critique », a lancé Joe Biden à ses compatriotes depuis la Maison-Blanche. Et d'ajouter : « Nous avons plus d'outils que nous n'en avons jamais eu. Nous sommes prêts ».

Comme il l'avait dit il y a quelques semaines déjà, le président américain a répété, à l'adresse des quelque 70 % d'Américains totalement ou partiellement vaccinés : « Nous ne devons pas paniquer ».

TESTS GRATUITS

Le démocrate, dont les leviers au niveau fédéral sont de toute façon limités, a appelé à garder les écoles ouvertes et promis que les États-Unis ne revivraient pas le printemps 2020. Le gouvernement fédéral américain va distribuer 500 millions de tests gratuits à partir du mois de janvier - à voir si cela calmera les critiques récurrentes sur les insuffisances du dépistage aux États-Unis, où les files s'allongent chaque jour devant les centres de test.

Pour le reste, « les personnes non vaccinées sont responsables de leurs propres choix », a lancé le président du pays le plus endeuillé au monde par la pandémie. En reconnaissant toutefois que ces choix avaient été influencés par une « dangereuse désinformation » à la télévision et sur les

réseaux sociaux.

La stratégie de Joe Biden contraste avec les décisions plus sévères prises en particulier en Europe.

«CONTINUER À JOUER»

Les Allemands ne pourront pas se réunir à plus de dix personnes vaccinées, ou deux non-vaccinées pour les fêtes, a averti le nouveau chancelier Olaf Scholz.

Les clubs et les discothèques vont également fermer leurs portes dans tout le pays. Et toutes les compétitions sportives, en particulier les matchs de soccer, se dérouleront désormais à huis clos.

Le soccer africain, lui, maintient le cap : malgré des rumeurs insistantes de report ou d'annulation, la Confédération africaine de football a confirmé que la Coupe d'Afrique des nations se tiendrait bel et bien au Cameroun du 9 janvier au 6 février.

La NBA n'a pas l'intention non plus d'interrompre la saison en cours, a déclaré mardi son patron Adam Silver. « Ce virus ne va pas disparaître et nous allons devoir apprendre à vivre avec lui », a-t-il soutenu.

Les Pays-Bas ont fermé les magasins jugés non essentiels, les cinémas ou les restaurants.

Au Portugal, le télétravail

deviendra obligatoire pendant deux semaines et les bars et discothèques seront fermés.

Confrontée à des chiffres de contaminations record, la Finlande a notamment décidé que les bars devraient fermer à 21h la veille de Noël.

UN 10^E VACCIN

Pas de tour de vis de ce type prévu pour l'instant en France, où environ 20 % des nouveaux cas de COVID-19 relèvent désormais d'Omicron.

Au Royaume-Uni, parmi les plus sévèrement touchés (plus de 90.000 contaminations par jour), le gouvernement a débloqué mardi un milliard de livres pour les entreprises subissant les conséquences du variant.

Selon la cheffe scientifique de l'Organisation mondiale de la santé, Soumya Swaminathan, les premières données d'Afrique du Sud montrent que les hospitalisations liées à Omicron restent moins nombreuses que pendant les précédentes vagues Delta.

L'OMS a homologué d'urgence mardi un nouveau vaccin contre la Covid, celui de la société américaine Novavax - le 10e qu'elle approuve ainsi -, à la technologie plus classique et différente des vaccins déjà large-

ment utilisés dans l'UE.

Sur les voyages internationaux également, Joe Biden se distingue. Il a dit « envisager » la levée de l'interdiction d'entrée sur le territoire américain qui concerne huit pays africains, où Omicron avait commencé à circuler.

D'autres pays au contraire multiplient les restrictions. Israël a ajouté mardi les États-Unis et plusieurs autres pays à sa liste rouge d'une cinquantaine d'États vers lesquels il est interdit de voyager.

«UN RISQUE MONDIAL TRÈS ÉLEVÉ»

Alors que la propagation rapide du variant Omicron inquiète de plus en plus à l'approche des fêtes de fin d'année, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a averti, mercredi, qu'Omicron présente « un risque très élevé » au niveau mondial.

Selon l'Agence sanitaire mondiale de l'ONU, la variante s'est maintenant répandue dans 106 pays.

Quant à la gravité clinique d'Omicron, les données sont encore limitées, a indiqué l'OMS. « On ne sait toujours pas dans quelle mesure le taux de croissance rapide observé peut être attribué à une évasion immunitaire, à une transmissibilité intrinsèque accrue ou à une combinaison des deux », a fait valoir l'OMS.

Tension autour de l'Ukraine : Poutine promet une réponse «militaire et technique»

ECONEWS AVEC LAPRESSE.CA

Le président russe Vladimir Poutine a promis mardi une réponse « militaire et technique » si ses rivaux occidentaux ne mettaient pas fin à leur politique jugée menaçante, sur fond de tensions croissantes autour de l'Ukraine.

« En cas de maintien de la ligne très clairement agressive de nos collègues occidentaux, nous allons prendre des mesures militaires et techniques adéquates de représailles », a-t-il déclaré devant la fine fleur de l'armée et du ministère de la Défense. « Nous en avons parfaitement le droit », a-t-il dit.

Pour le Kremlin, les États-Unis et l'OTAN renforcent leur présence aux frontières russes en armant l'Ukraine, en la soutenant politiquement, en y procédant à des manœuvres et en déployant des forces en mer Noire.

« On est sur le pas de notre porte, nous ne pouvons pas reculer », a lancé M. Poutine.

Le ministre de la Défense, Sergueï Choïgou a ren-

chéri en accusant Washington de préparer des « provocations » en Ukraine, organisant notamment l'envoi d'« un composant chimique indéterminé » sur le front du conflit entre forces ukrainiennes et séparatistes prorusses.

Selon lui, 120 membres de sociétés militaires privées sont en outre dans la région pour former « les forces spéciales ukrainiennes et des groupes radicaux à des actions de combat ».

Les Occidentaux accusent au contraire Moscou de velléités agressives, l'armée russe ayant massé des dizaines de milliers de soldats à la frontière avec l'Ukraine, dont la Russie a déjà annexé une partie du territoire.

Les pays nordiques, une région voisine de la Russie, ont à leur tour exprimé dans un document commun leur « grande inquiétude » face à l'activité militaire russe aux portes de l'Ukraine.

RENCONTRE EN JANVIER ?

Comme il l'avait fait

dans un entretien avec son homologue américain Joe Biden, le dirigeant russe a réclaté que Washington donne à la Russie des garanties en signant des traités interdisant tout élargissement futur de l'OTAN.

Vladimir Poutine a assuré ne pas vouloir d'un « conflit armé, d'une effusion de sang » et préférer une « solution politico-diplomatique ».

La Russie a présenté la semaine passée deux traités, l'un destiné aux États-Unis et l'autre à l'OTAN, résumant ses exigences pour une désescalade.

Ces textes interdisent l'élargissement de l'OTAN, à l'Ukraine en particulier, et limitent la coopération militaire occidentale en Europe de l'Est et en ex-URSS, sans imposer de mesures similaires à la Russie.

Plus tard dans la journée, M. Poutine a appelé à des « discussions sérieuses » sur ces propositions avec l'OTAN, dans son premier entretien téléphonique avec le nouveau chancelier allemand, Olaf Scholz.

Ce dernier lui a exprimé « son inquiétude » face à la si-

tuation en Ukraine et a souligné « la nécessité urgente d'une désescalade », selon un communiqué de Berlin.

Pour sa part, la secrétaire d'État américaine adjointe chargée de l'Europe, Karen Donfried, a dit mardi s'attendre à ce que le dialogue au sujet de l'Ukraine et de la sécurité en Europe commence « en janvier », tout en prévenant Moscou que certaines de ses exigences étaient « inacceptables ».

FRUSTRATION UKRAINIENNE

Parallèlement, Américains et Européens menacent Moscou de sanctions économiques sans pareil en cas d'offensive en Ukraine. Ils n'envisagent cependant pas d'envoyer de troupes à la rescousse.

Ces menaces de sanctions ont donc été accueillies à Moscou par un haussement d'épaules, d'autant qu'aucune mesure de rétorsion n'a jamais amené le Kremlin à reculer.

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky s'est lui

offusqué mardi de la réticence occidentale à fixer un calendrier pour ses adhésions à l'OTAN et à l'Union européenne.

« Nous ne pouvons pas accepter l'idée [...] d'une (adhésion à) l'UE dans 30 ans et (à) l'OTAN, dans une cinquantaine d'années », a-t-il dit.

L'Ukraine voit ces alliances comme essentielles à sa survie face aux ambitions russes.

En réplique à une révolution pro-occidentale, Moscou a déjà annexé la Crimée en 2014, tout en étant largement considéré, malgré ses dénégations, comme le parrain des séparatistes prorusses en guerre avec Kiev depuis bientôt huit ans.

Le Kremlin juge les Occidentaux responsables de la rupture de confiance, l'OTAN s'étant élargie à l'Est à partir des années 1990, violant, selon Moscou, des promesses faites après la chute de l'Union soviétique.

La Russie marque en décembre les trente ans de la fin de l'URSS, un épisode qualifié de « plus grande catastrophe géopolitique du XX^e siècle » par Vladimir Poutine.

Linafoot : Bazano inflige à Maniema Union sa première défaite de la saison

Deux rencontres ont été programmées, le jeudi 23 décembre 2021, dans le cadre de la 2^{ème} édition du championnat de la Ligue nationale de football (Linafoot). La surprise de cette journée est la défaite à domicile de l'AS Maniema Union, dans son stade de Kindu, face à la Jeunesse Sportive Groupe Bazano. Score final : 1-0 en faveur de l'équipe de Lubumbashi.

NANA K. AVEC ACP

La Jeunesse Sportive du Groupe Bazano de Lubumbashi a infligé à l'AS Maniema Union de Kindu sa première défaite de la saison (1-0), jeudi au stade Joseph Kabila Kabange, à Kindu (à domicile), en match de la 15^{ème} journée du 27^{ème} championnat de la Linafoot.

L'unique but de la partie est l'oeuvre de Kunapa Mimpu (47^{ème}), qui a surpris le gardien Arnold Matumele sur un service de Basukila Ibula à la suite d'une balle arrêtée.

C'est la seule action d'éclat de la rencontre, qui a permis à Bazano de réaliser un hold-up au chef-lieu de la province du Maniema, sous la houlette de son nouvel entraîneur Magloire Andy Mfutula,

qui était à son premier match après le limogeage de Raoul Mutufwila Ndombasi.

Maniema Union a concédé sa 2^{ème} défaite du championnat en 12 sorties, après celle enregistrée face à l'AS V. Club de Kinshasa (1-2) au stade des Martyrs de la Pentecôte.

Du coup, le club vert et noir de Kindu fait du surplace en 4^{ème} position avec 24 points en 12 matches, aux basques du FC Saint Eloi Lupopo de Lubumbashi, posté au 3^{ème} rang avec 27 points, et sous la menace du DC Motema Pembe de Kinshasa avec ses 18 points après 10 sorties.

De son côté, Bazano monte de trois échelons et se positionne en 6^{ème} position avec 17 unités.

L'autre match programmé



A domicile, Maniema Union a été désillusionné par la Jeunesse Sportive Groupe Bazano

jeudi au stade de Kadutu, à Bukavu, s'est soldé sur un nul blanc entre le club local de l'Etoile du Kivu et l'US Panda B52 de Likasi. Les deux adversaires se côtoient au classement : Panda B52 occupe la 18^{ème} place avec 6 points en 10 rencontres, alors que l'Etoile du Kivu arrive en 17^{ème}

position à une longueur d'avance.

Mercredi, Mazembe a confirmé son certificat d'invincibilité en allant battre au stade de l'Unité de Goma Dauphin Noir (1-0), alors qu'à Kinshasa AC Rangers a été contraint à un nul vierge par FC Blessing de Kolwezi (0-0).

Sauf changement de dernière minute, deux matches auront ce dimanche au stade des Martyrs de la Pentecôte, à Kinshasa, entre d'un côté, AC Rangers et le FC Renaissance du Congo, et de l'autre, entre l'AS V. Club et Blessing FC.

Après un passage éclair à Lupopo, Dark Kabangu file vers le Raja de Casablanca

N. KANKU

La nouvelle du départ de Dark Kabangu du FC Saint Eloi Lupopo se précise. L'attaquant est en passe de s'engager avec le Raja de Casablanca du Maroc, même si, à ce jour, les conditions de son transfert ne sont pas encore divulguées.

En rapport avec ce transfert, Daniel Ndongo, directeur de communication de Lupopo,

garde de bons souvenirs de cet attaquant : « Le Football Club Saint Eloi Lupopo retient énormément des choses sur Dark Kabangu. Lors du premier match du championnat, il brûlait d'envie de monter sur l'aire de jeu au moment où l'équipe était en difficulté. A 20 minutes du coup de sifflet final, il est entré et a immédiatement signé un doublé, délivrant les Cheminots du piège de Lubumbashi Sport. Il est

l'homme de grands moments. Il est indubitablement l'un des meilleurs attaquants de l'histoire de la Ligue nationale de football. Il sort toujours ses tripes pour son équipe. Bon vent à Dark Kabangu pour cette nouvelle aventure ! »

Pour rappel, Dark Kabangu a débarqué à Lupopo en septembre dernier, en provenance de Darig Clun Motema Pembe (DCMP). En trois mois, il a réussi à convaincre les Che-

minots, bénéficiant de bonnes conditions de travail pour son épanouissement.

Alors qu'il se prépare à rejoindre son nouveau club de Raja, il ne regrette pas son passage à Lubumbashi.

« Je remercie le président pour les meilleures conditions mises à ma disposition. J'étais à l'aise et bien payé. Merci pour tout », a précisé Dark Kabangu, le désormais ancien joueur de Saint Eloi Saint Eloi Lupopo.

Redressement de la Fécofa : présentation des experts de la FIFA-CAF au personnel

ECONEWS

Le président intérimaire de la Fédération congolaise de football association (Fécofa), Donatien Tshimanga, accompagné du secrétaire général a.i., Belge Situatala, a présenté officiellement les deux experts de la FIFA-CAF, Kabeya Muana Kalala, chargé des questions juridiques, et Dieudonné Sambi Nsele-Lutu, chargé des Finances, au personnel de la Fédération. La cérémonie s'est déroulée, le jeudi 23 décembre 2021, dans la salle des conférences de la Fécofa, en présence du directeur technique national a.i., Médard Lusadis. Le secrétaire général a.i. de la Fécofa a déclaré que

les deux experts de la FIFA-CAF ont été désignés par la Confédération africaine de football (CAF) pour accompagner la Fécofa à adapter ses statuts, règlements et codes aux standards internationaux de la FIFA et de la CAF.

Prenant la parole, le délégué de la FIFA-CAF chargé des Finances à la Fécofa, Dieudonné Sambi, a fait savoir que la présente cérémonie fait suite à la feuille de route convenue entre la FIFA-CAF et la FÉCOFA, lors de la réunion du Caire le 02 décembre 2021. « Cette feuille de route comprend trois principaux points, à savoir la désignation des deux délégués de la FIFA-CAF aux Finances et aux questions juridiques de

la Fécofa; la modification des statuts et des règlements de la Fécofa; l'organisation de l'assemblée générale électorale de la Fécofa au plus tard le 31 juillet 2022. La même feuille de route précise très bien que les aspects techniques et la gestion des équipes représentatives ne sont pas dans notre mandat », a-t-il déclaré.

Il a fait savoir également qu'ils ont autorité pour restructurer et réorienter les départements de la Fécofa placés par la FIFA et la CAF à leur charge. « Nous travaillerons en collaboration avec le comité exécutif de la Fécofa, représenté par le président a.i. de la Fédération, et le Secrétaire général sur le plan opérationnel, mais sur le plan stratégi-

que et décisionnel, nous allons répondre qu'à la FIFA et la CAF. Nous comptons donc sur la collaboration des membres du comité exécutif de la Fécofa ainsi que son personnel pour la réussite de cette mission, dont le but est de doter la Fécofa des meilleurs outils pour en faire une administration moderne capable d'atteindre ses ambitions et de développer le football congolais », a-t-il soutenu.

Pour sa part, Donatien Tshimanga, a déclaré que les deux experts de la FIFA-CAF sont là pour accompagner la Fécofa à aller de l'avant. Il a promis de les présenter prochainement aux membres du comité exécutif de la Fécofa après le personnel.

ECONEWS

Journal en ligne et Tri-hebdomadaire d'informations générales

Complexe Nzigi (ex-Muana Nteba),
Local n°50, Kinshasa / Gombe
Tél : +243 81 904 17 63/
89 301 93 05
+ 243 903185670
E-mail :
kuediasala@gmail.com
www.econewsrdc.com
L'info qui fait échos

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Faustin KUEDIASALA

RÉDACTEUR EN CHEF
Hugo TAMUSA

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
Florent N'LUNDA N'SILU

RÉDACTION GÉNÉRALE
Faustin KUEDIASALA
Hugo TAMUSA
Florent N'LUNDA N'SILU
Véron KONGO
Jonathan MUTADJIRI
Nana Kanku
Olivier Dioso
A.T. MPUTU

COLLABORATEUR EXTÉRIEURS
Marc NZATE
Francis Mayuma

WEB MASTER
Tighana MASIALA

PRODUCTION
Michel MASUDI
+243 907314011

COMMERCIAL
John RUSHIMBA

INTENDANT GÉNÉRAL
René LOKOTA

Clôture la Conférence des gouverneurs

Félix Tshisekedi donne rendez-vous en 2022 à Mbandaka pour évaluer le chemin parcouru

La 8^{ème} Conférence des gouverneurs de province a vécu. Mais, ce sont des provinces pour la plupart en crise qui ont été conviées aux assises de Kinshasa. Quoi qu'il en soit, le Chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a réitéré sa volonté de voir les provinces servir de relais à l'action du Gouvernement pour l'accompagner dans sa vision. Il s'agit aussi pour les provinces de s'améliorer dans leur gestion par l'informatisation des circuits de recettes et de dépenses. Loin d'être une simple rencontre protocolaire pour juste se conformer à la Constitution, le Président de la République promet de soumettre les provinces à une évaluation sévère. Le rendez-vous est pris en 2022 pour évaluer le chemin parcouru.

ECONEWS AVEC PRESSE
PRÉSIDENTIELLE

Pendant deux jours, soit les 22 et 23 décembre 2021, Kinshasa a abrité la 8^{ème} Conférence de gouverneurs de province autour du thème « *La stabilité dans la gouvernance des provinces, gage de la réussite du programme de développement communautaire à la base des 145 territoires* ». Les gouverneurs ou leurs délégués ont fait le déplacement de la capitale pour non seulement procéder à l'évaluation des résolutions issues de la dernière Conférence de gouverneurs de décembre 2020, mais aussi baliser l'avenir pour une gestion apaisée des provinces.

Une année après, les problèmes sont restés les mêmes. Certaines provinces peinent à décoller, lorsque d'autres sont minées par des crises interminables entre les exécutifs et les assemblées provinciales. Une dizaine de provinces se

retrouvent dans cette situation avec des exécutifs amputés. Un vent de déstabilisation qui ne profite pas au développement des provinces.

Au terme des assises de Kinshasa, le Chef de l'Etat s'est dit déterminé à inscrire les provinces dans une nouvelle dynamique, véritablement tournée vers le développement.

En clôturant, jeudi au Palais du peuple, la 8^{ème} Conférence de gouverneurs, le Président de la République a réitéré ce vœu. Il y va, pense-t-il, de la stabilité des provinces pour les amener à s'inscrire véritablement dans sa vision.

Comme à l'ouverture, à la clôture de ce forum, des allocutions ont été prononcées successivement par Pancras Bongo, gouverneur de la Tshuapa, au nom de tous les gouverneurs, le vice-Premier ministre en charge de l'Intérieur, Sécurité, Décentralisation et Affaires coutumières, du Premier ministre, Jean-Mi-



Photo de famille entre le Président de la République et les chefs des exécutifs provinciaux

chel Sama Lukonde Kyenge, avant que le Chef de l'Etat ne boucle les travaux.

Dans son mot de clôture, le Président de la République a salué le point de rupture qui donne facilement accès aux résultats. Il a remercié tous les participants pour leur présence et pour les débats qui ont été axés sur sa vision du développement à la base.

Il a ensuite fait mention de 10 millions de dollars US qui vont être disponibles en faveur des territoires dans le cadre du Programme de développement à la base de 145 territoires de la République Démocratique. A ce titre, il a appelé le Gouvernement et le Parlement à travailler en synergie pour donner un réel contenu à cet ambitieux programme, tout en soulignant l'orthodoxie qui devra être de rigueur dans la gestion de ces fonds.

Deux passages ont suscité des applaudissements

des gouverneurs. Il s'agit, notamment l'invitation au Gouvernement à enlever tous les obstacles qui mettent à mal l'approvisionnement financier des provinces, tout en assurant régulièrement et de manière équitable la rétrocession aux provinces.

DÉVELOPPER DES MOYENS INTERNES DE SUBSISTANCE

Les provinces ne peuvent pas se développer en ayant tous les regards fixés sur Kinshasa, siège des institutions. Acteurs de développement à la base, les provinces doivent, en même temps, rationaliser leur gestion aussi bien en termes des recettes que des dépenses.

Pour ce faire, le Président de la République a demandé aux exécutifs provinciaux de mettre en place des systèmes intégrés des finances publiques de façon

à automatiser les chaînes des recettes et des dépenses, tout en privilégiant l'informatisation des imprimés de valeur, l'une des sources de coulage des recettes provinciales.

Avant de conclure, le Président Tshisekedi promet des évaluations à mi-parcours dans un écart réduit. C'était donc l'occasion d'appeler les chefs des exécutifs provinciaux à s'approprier les résolutions de cette 8^{ème} Conférence. C'est à ce niveau qu'il a invité le secrétariat technique de la Conférence à travailler avec le service de la Présidence de la République pour une évaluation en temps réel des résolutions adoptées au terme des assises de Kinshasa.

Les gouverneurs disposent en réalité d'une année pour convaincre, en attendant le prochain rendez-vous de 2022 prévu à Mbandaka, dans la province de l'Equateur.

Rallonge de la Banque mondiale au PADMPME : « les pourparlers sont en cours », rassure Eustache Muhanzi

ECONEWS

Le Gouvernement se propose d'étendre le Projet d'appui au développement des micro, petites et moyennes entreprises (PADMPME) aux provinces. Pour ce faire, la Banque mondiale, qui appuie déjà la première phase de ce projet en raison de 100 millions de dollars US, a réaffirmé toute sa disponibilité d'allouer une enveloppe supplémentaire pour l'étendre dans d'autres villes de la République Démocratique du Congo. Pour le moment, la Banque mondiale est en attente de la demande formelle du Gouvernement pour ouvrir des négociations autour de ce nouvel appui au PADMPME.

Convité jeudi au briefing habituel, aux côtés du porte-parole du Gouvernement, Eustache Muhanzi, ministre d'Etat en charge de l'Entrepreneuriat et



Le ministre d'Etat Eustache Muhanzi et le porte-parole du Gouvernement, Patrick Muyaya, jeudi devant la presse

des PME (Petites et moyennes entreprises), a rassuré qu'il n'y avait aucun obstacle à ce dossier. Il a plutôt réaffirmé sa détermination à soutenir l'accès des jeunes au financement et aux marchés en mettant en place un certain nombre de facilités.

Pour le moment, la pre-

mière phase du PADMPME se concentre essentiellement sur quatre villes de la RDC, à savoir Kinshasa, Lubumbashi, Goma et Matadi. Avec la mise en place de la deuxième phase, au terme des négociations avec la Banque mondiale, il est prévu d'étendre ce projet dans d'autres villes de

la RDC. Quelles sont ces villes ?

A cette question, le ministre d'Etat Eustache Muhanzi n'a pas voulu mettre la charrue devant le boeuf, se refusant à nommer les prochaines villes qui seront bénéficiaires de ce projet.

« Pour le moment, les villes qui seront bénéficiaires de cette deuxième phase ne sont pas encore connues. Je ne suis pas en mesure de les donner maintenant, mais l'ambition est de couvrir le plus de villes possible », a fait observer Eustache Muhanzi.

Le Projet d'appui au développement des micro, petites et moyennes entreprises (PADMPME) est un programme de soutien que le gouvernement de la RDC a mis en place pour la promotion des initiatives économiques des opérateurs de cette catégorie, dans le cadre de la Stratégie nationale de dévelop-

pement des petites et moyennes entreprises adoptée en 2016.

Ce projet est mis en œuvre par l'Unité de coordination nationale créée par le décret n°18/021 du 30 mai 2018 portant création, organisation et fonctionnement du Comité de pilotage du PADMPME. L'Unité de coordination du projet est le principal organisme de coordination pour le projet au niveau national. Elle est ancrée au sein du ministère de l'Entrepreneuriat et des PME et est responsable de la gestion courante du projet. Elle sert de point de coordination entre les institutions impliquées dans le projet.

Le projet est financé à hauteur de 100 millions de dollars US, à travers le crédit 6287-ZR de l'Association internationale de développement (IDA), une filiale du Groupe de la Banque mondiale.